

ASSEMBLÉE NATIONALE

7 novembre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-2702

présenté par

M. Guinot, M. Chenu, Mme Robert-Dehault, Mme Hamelet, M. Rambaud et M. Le Bourgeois

ARTICLE 42**ÉTAT B****Mission « Aide publique au développement »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Aide économique et financière au développement	0	0
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	0	600 000
Restitution des « biens mal acquis »	0	0
Fonds de solidarité pour le développement	0	0
TOTAUX	0	600 000
SOLDE	-600 000	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à minorer les crédits, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, d'un montant de 600 000 euros, de l'action 2 « Coopération bilatérale » du programme n° 209 : « Solidarité à l'égard des pays en développement ».

En effet, dans les feuilles de transparence de l'AFD, on constate des financements de projets au Niger, en particulier le projet CNE1317 : « CMAEEJ : Coopération multi-acteurs pour l'emploi et l'émancipation des jeunes nigérien.ne.s ».

Ce projet a fait l'objet d'une convention signée le 6 janvier 2024, avec un engagement de 600 000 euros sur trois ans et un versement déjà effectué de 235 000 euros en date du 20 février 2024.

Or, le Ministère des Affaires étrangères a communiqué le 29 juillet 2023, à la suite du coup d'État militaire, sur le fait que « La France suspend, avec effet immédiat, toutes ses actions d'aide au développement et d'appui budgétaire au Niger. ».

Nous proposons de supprimer des crédits, à hauteur du montant du projet, afin de faire cesser cette action injustifiée au regard de notre politique internationale.